



Registered office,
Piazzale Enrico Mattei, 1
00144 Rome
Tel. +39 06 59821
eni.com

Le 29 mars 2019

REPONSE D'Eni SpA ET D'Eni Gas&Power France

A LA CONSULTATION PUBLIQUE DU 14 FÉVRIER 2019 N° 2019-003 RELATIVE AU CADRE DE RÉGULATION TARIFAIRE APPLICABLE AUX OPÉRATEURS D'INFRASTRUCTURES RÉGULÉES EN FRANCE

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Tout d'abord, Eni souhaite rappeler que concernant le transport de gaz, elle considère que le cadre tarifaire actuel ne respecte pas le principe selon lequel les tarifs doivent être calculés de façon non-discriminatoire.

Si la CRE utilise, dans sa méthode de calcul des tarifs de transport, la distance comme déterminant principal, la méthode de calcul utilisée pour calculer les distances est cependant différente selon qu'il s'agisse des points de sortie domestiques ou des points de sortie vers les pays voisins.

La CRE retient l'hypothèse d'un seul point d'entrée du gaz, au PIR de Dunkerque, pour calculer la distance vers les points de sortie aux PIR d'Oltingue et de Pirineos, comme si les anciens contrats *point-to-point* de transit étaient toujours existants. Or, ceci n'est plus le cas, et dans un système d'entrée/sortie, il semble déraisonnable de lier le tarif d'un point de sortie à un seul point d'entrée.

A ce titre, il est important de souligner que le gaz transitant depuis la France vers l'Espagne (via Pirineos) ou la Suisse/l'Italie (via Oltingue) peut provenir de n'importe quel point d'entrée tel qu'Obergailbach, Taisnières, Dunkerque, etc. Il est donc incorrect, arbitraire et irréaliste de supposer que tout flux transitant vers l'Italie et l'Espagne entre le système français uniquement via Dunkerque, ce qui est géographiquement un des points les plus éloignés de ces deux points de sortie. Cet élément est crucial puisqu'il conduit à prendre en compte des distances excessivement élevées comme référence pour calculer la répartition des coûts appliqués à ces points de sortie (731 km pour la route «France-Italie» et 1045 km pour la route «France-Espagne»).

En revanche, la CRE utilise une méthodologie différente pour calculer les distances du marché domestique. Le résultat est une distance moyenne qui est significativement plus courte (entre 238km et 310km).

Ainsi, ces modalités de calcul constituent une entrave aux échanges transfrontaliers. Ils se traduisent en effet par des différences significatives de tarifs (i.e. subventions croisées) entre les points de sortie vers le marché national et les points de sortie vers les marchés adjacents, qui sont en moyenne 4 fois plus élevés pour Oltingue et 6 fois pour Pirineos.

Si la CRE considère que la méthode de calcul du coût unitaire par km (entrée et sortie) appliquée aux deux catégories d'utilisateurs (transit vs domestique) permet de ne pas créer de subventions

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



croisées, il convient pourtant de souligner que la distance utilisée pour calculer les coûts unitaires par km est calculée différemment entre les points de sortie vers les marchés adjacents et les points de sortie vers le réseau domestique. Cette différenciation dans la méthode de calcul de la distance est discriminatoire et ne permet pas de démontrer l'absence de subventions croisées.

La CRE devrait appliquer une méthodologie de tarification identique pour les points de sortie du réseau vers le marché domestique et les points de sortie vers les marchés adjacents, conformément aux règles définies dans le code de réseau Tarif.

A ce titre, il est important de rappeler que le Code de réseau Tarif a introduit une méthode de référence du calcul des tarifs dite « la méthode des capacités pondérées par la distance » qui permettrait de résoudre ce problème. Selon cette méthode, les distances sont calculées de la même manière pour tous les points du système : pour chaque point de sortie est calculée une distance moyenne pour un groupe de points d'entrée.

Concernant les autres éléments, Eni partage globalement le bilan de la CRE sur les points suivants :

- la réalisation des investissements nécessaires au développement du marché français et aux interconnexions avec les marchés adjacents ;
- l'amélioration de la qualité de service des gestionnaires d'infrastructures,

Toutefois, malgré les nombreux mécanismes incitatifs mis en œuvre par la CRE, les tarifs ont globalement subi des hausses significatives sur les 10 dernières années. Ces hausses sont en partie liées aux investissements importants nécessaires pour développer et mettre à niveau les réseaux et au renforcement des contraintes relatives à la sécurité et à l'environnement. Elles sont également liées à l'asymétrie d'information entre le régulateur et les opérateurs. Compte tenu de la baisse des besoins d'investissement pour les années à venir et de l'expérience de la CRE sur les exercices tarifaires, Eni espère que les prochaines périodes tarifaires seront marquées par une plus grande maîtrise du niveau des tarifs.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

Eni partage l'analyse de la CRE sur les grands enjeux pour les prochaines générations de tarifs :

- **Donner la meilleure visibilité** possible sur l'évolution des tarifs doit être une priorité. Elle bénéficiera à l'ensemble des acteurs de marché ;
- **Maintenir un cadre de régulation incitatif** est important, notamment pour éviter les surinvestissements et veiller à la maîtrise des coûts de l'énergie dans un contexte de baisse des consommations, sans dégrader la qualité de service ;
- **Harmoniser les cadres tarifaires** est envisageable mais à condition de veiller à ne pas retenir systématiquement la base de référence la plus avantageuse pour les opérateurs ;

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



- **Favoriser les solutions innovantes** est important mais doit s'accompagner davantage de transparence pour les acteurs de marché. En outre, la CRE doit veiller à la maîtrise et à l'optimisation des coûts d'innovation. Ces derniers ne doivent notamment pas venir compenser une réduction attendue des investissements réseaux et éviter ainsi une baisse des tarifs.

En outre, Eni recommande que les prochains cadres tarifaires, et en particulier l'ATRT, évoluent de façon à corriger les problèmes mentionnés à la question 1.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Eni est favorable à l'harmonisation à 4 ans de la durée des périodes tarifaires pour les raisons mentionnées par la CRE mais attire l'attention de la CRE sur la perte de visibilité qui s'opère au fur et à mesure que l'on se rapproche progressivement de la fin de la période de 4 ans, comme cela est le cas en ce moment. Ainsi, actuellement, les acteurs de marché n'ont plus aucune visibilité sur l'évolution à venir des tarifs arrivant en fin de période, y compris à l'horizon d'un an.

Par ailleurs, concernant les tarifs de transport de gaz :

- l'Article 29 du « code de réseau tarif » prévoit la publication un mois avant l'enchère annuelle de capacités annuelle (Juillet 2019) des « *prix de réserves applicables au moins jusqu'à la fin de l'année gazière commençant après l'enchère annuelle de capacité annuelle* »;
- l'Article 27, par. 5 du « code de réseau tarif » prévoit que « *La procédure de consultation finale sur la méthode de calcul des prix de référence conformément à l'article 26, la prise de décision par l'autorité de régulation nationale conformément au paragraphe 4, le calcul des tarifs sur la base de cette décision, et la publication des tarifs [...] s'achèvent au plus tard le 31 mai 2019* ».

Il semblerait que le calendrier prévu par la CRE ne respecte pas ces deux échéances.

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Toute information permettant d'améliorer la visibilité sur les évolutions tarifaires est utile pour le renforcement de la stratégie commerciale des fournisseurs ainsi que la maîtrise des budgets pour les consommateurs.

Ainsi, sur le principe, Eni est très favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes. Toutefois, dans la mesure où la CRE fixe *in fine* les tarifs, elle devra veiller à ce que ces prévisions ne génèrent pas des écarts significatifs avec les trajectoires retenues, ce qui rendrait alors cet exercice contreproductif. Pour atteindre cet objectif, la CRE pourrait mettre en place un mécanisme d'incitation sur la qualité des prévisions des opérateurs.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Eni souhaiterait que les modalités de répartition des coûts entre les différents termes tarifaires soient davantage explicitées et transparentes. A titre d'exemple, il nous paraît souhaitable que la CRE clarifie la méthodologie de répartition des coûts de transport de gaz entre les points d'entrée et de sortie du réseau principal afin de permettre une meilleure compréhension de la structure tarifaire et de ses évolutions à venir.

Eni souhaite que les détails des méthodes de calcul résultant de l'évaluation de la répartition des coûts, comme stipulé dans l'article 5 du code du réseau tarif, soient publiés à l'avenir.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Eni est favorable aux principes de fonctionnement du CRCP en vigueur. En effet, les règles existantes permettent de limiter et de maîtriser des mouvements tarifaires importants d'une année sur l'autre tout en garantissant aux gestionnaires de réseaux une couverture de leurs risques.

Par ailleurs, Eni n'est pas favorable à une modification du seuil d'apurement à la hausse, qui risquerait d'induire des effets yoyo sur les tarifs.

Enfin, Eni n'est pas non plus favorable à un apurement en totalité du solde du CRCP lors du dernier mouvement, qui pourrait là aussi conduire à des évolutions brutales des tarifs et discontinues par rapport à la trajectoire suivante.

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Eni soutient le principe de coordination des tarifs de transports et de distribution d'électricité qui contribue à améliorer la transparence et la cohérence entre les deux réseaux.

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Eni est par principe favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation dès lors qu'il encourage les opérateurs à optimiser les gains de productivité et donc à promouvoir les meilleures solutions pour le système.

Concernant les différentes inquiétudes soulevées par les opérateurs sur le niveau d'incitation de certaines charges d'exploitation, Eni relève que, dans le passé, les coûts réalisés des opérateurs ont été inférieurs à leurs prévisions. En conséquence, le mécanisme de régulation incitative mis en œuvre par la CRE n'a pas généré de difficultés pour les opérateurs, qui ont pu afficher des gains de productivité.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d’exploitation sur un périmètre d’investissement « hors réseaux » ?

Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d’information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l’objet d’une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

Par principe, Eni considère que les opérateurs doivent maîtriser aussi bien les charges de capital que les charges d’exploitation, qu’il s’agisse de dépenses hors réseaux ou non.

Eni considère que les mécanismes de régulation incitative des charges de capital doivent être maintenus pour les périodes tarifaires à venir afin de disposer d’un retour d’expérience suffisant permettant d’évaluer l’efficacité de ces dispositifs.

Concernant les dépenses liées aux SI, Eni considère qu’elles doivent également être couvertes par ces mécanismes compte-tenu de leurs trajectoires haussières et de leur poids dans les revenus autorisés. Le risque de sous-investissement des opérateurs devra être géré via les mécanismes d’incitation sur la qualité de service.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Eni est favorable au maintien des principes de fonctionnement du CRCP.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Eni est favorable au maintien des règles actuelles.

Eni n’est pas favorable à la demande de GRDF relative à la couverture des recettes liées au nombre d’utilisateurs. En effet, le cadre tarifaire est un équilibre entre le risque porté par les opérateurs et la prise en compte de ce risque dans la définition du CMPC. Toute évolution à la baisse significative du risque porté par un opérateur doit être reflétée dans le niveau du CMPC.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d’incitation à réduire le volume d’investissement à court terme ?

Eni y est favorable et considère qu’il appartient à la CRE de veiller à ce qu’aucun investissement inutile ne soit engagé. En effet, Eni considère que lors des périodes tarifaires à venir, le risque de surinvestissement par rapport aux besoins, en particulier pour le gaz, est plus important que celui de sous-investissement.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.

Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588

Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453

Sedi secondarie:

Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1

20097 San Donato Milanese (MI)



Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Eni partage l'analyse de la CRE et y est donc favorable.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Comme le souligne la CRE, les autres postes de charges sont en général maîtrisables et prévisibles et doivent donc être maintenus dans le périmètre des charges incitées.

Par ailleurs, comme indiqué à la question 10, le cadre tarifaire est un équilibre entre le risque porté par les opérateurs et la prise en compte de ce risque dans la définition du CMPC. Toute évolution à la baisse significative du risque porté par un opérateur doit être reflétée dans le niveau du CMPC.

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

Eni est favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Eni n'est pas favorable à la demande des opérateurs qui reviendrait à faire payer « deux fois » la rémunération les actifs par les utilisateurs. Par ailleurs, les opérateurs ne portent aucun risque sur ces actifs dans la mesure où les tarifs couvrent les risques d'exploitation des actifs.

Enfin, Eni considère que la prolongation de l'exploitation des actifs au-delà de leur durée d'amortissement est une preuve de bonne gestion de la part des opérateurs pour optimiser les coûts et donc les tarifs au bénéfice des consommateurs. L'argument des opérateurs de bénéficier d'une incitation à maintenir les actifs amortis en exploitation est donc peu recevable.

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

Eni s'étonne de la demande des opérateurs, en aucun cas ces derniers ne devraient recevoir de rémunération sur des subventions qui leur sont octroyées gratuitement.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Par ailleurs, ces subventions viennent améliorer le bilan coûts/bénéfices des investissements pour rendre leur lancement soutenable pour les utilisateurs. D'ailleurs, sans subventions, certains investissements n'auraient pu être décidés. Les opérateurs devraient donc être naturellement incités à rechercher des subventions.

En conséquent, Eni rejoint la position de la CRE.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

Eni est favorable à la mise en place d'une différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs, et notamment d'appliquer un taux de rémunération différent pour les nouveaux actifs pendant une période glissante afin de tenir compte de l'évolution des conditions de financement dans le temps, et de donner les bons signaux d'investissements aux opérateurs.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

Eni est favorable à ces paramètres sur le principe. En revanche, le retour d'expérience et les éléments fournis par la CRE ne sont pas suffisants pour permettre à Eni de juger de l'efficacité réelle de ce dispositif.

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Eni considère que l'ensemble des projets de réseaux (développement, renouvellement, et raccordement) doit être inclus au périmètre du dispositif incitatif aussi bien pour le gaz que pour l'électricité.

S'agissant des seuils d'application de ces mécanismes, ils ne doivent pas faire systématiquement l'objet d'une harmonisation dès lors que les enjeux structurels et coûts associés peuvent différer sensiblement d'une énergie à une autre ou d'un opérateur à un autre, et doivent donc être proportionnés au regard de ces derniers.

Eni partage la position de la CRE sur le resserrement de la bande de neutralité à hauteur de 5% du budget pour les projets nationaux portés par les GRT en gaz comme en électricité.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

Eni est favorable à l'extension de la maîtrise des coûts des investissements en transport pour les plus petits projets, lorsque le nombre des grands projets et/ou la taille des projets diminuent sensiblement.

Eni est favorable au principe d'application par échantillonnage, en veillant à ce que le coût de cet exercice n'engendre pas des coûts d'audit trop importants pour les différents opérateurs.

Sur les modalités prévues par l'audit, Eni est favorable à la proposition de la CRE.

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

Eni considère qu'il n'est plus nécessaire d'inciter les opérateurs au développement des interconnexions (notamment avec des bonifications du CMPC) dans la mesure où le cadre européen prévoit suffisamment d'obligations (projets PIC, objectifs contraignants d'interconnexion, etc.).

En revanche, il est nécessaire de maintenir des mécanismes incitatifs pour la maîtrise des coûts/délais des projets et sur l'utilisation des interconnexions. L'incitation sur ces deux points est importante car ils constituent des paramètres importants de l'analyse coûts/bénéfices permettant de décider ou non de lancer l'investissement.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Eni est favorable à la généralisation d'une définition des coûts échoués à l'ensemble des délibérations tarifaires et souscrit à la définition retenue dans la délibération ATRT6.

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?

Sur le principe, ENI est généralement favorable à l'harmonisation des pratiques lorsque les contextes et les situations des différents opérateurs sont comparables.

S'agissant des coûts échoués, Eni n'est pas favorable à une harmonisation complète des cadres tarifaires. En effet, les situations et les risques portés par les opérateurs sont relativement différents. Eni considère donc que la possibilité d'un traitement au cas par cas de ce sujet, comme cela a été le cas pour les compteurs communicants, est un niveau d'harmonisation suffisant.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Eni souscrit à cette analyse mais uniquement pour les réseaux de transport, en particulier pour les projets liés à des investissements importants ne répondant pas aux besoins d'un utilisateur clairement identifié (interconnexions, cœur de réseau, etc.).

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC)?

Eni est défavorable à une telle évolution.

Dans la pratique, il y a très peu d'investissements à cycle long en distribution. Lorsque de tels investissements se présentent (compteurs communicants), ils font de toute façon l'objet d'un cadre tarifaire spécifique.

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ?

Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?

Tout d'abord, Eni n'est pas favorable à la révision de la trajectoire en cours de période tarifaire. La durée de 4 ans n'est pas suffisamment longue pour justifier un réajustement sur ce type de poste.

Eni est plutôt favorable au maintien de la trajectoire de R&D fixée actuellement mais considère que le mécanisme est perfectible et pourrait être largement amélioré. A ce titre :

- Eni observe un manque de visibilité en amont sur les choix opérés par les opérateurs (quels projets, quelles technologies, quels objectifs, quels partenaires, etc.) et en aval (résultats, coûts, gains, suites, etc.). Eni recommande que les acteurs du marché soient davantage associés dans ce processus.
- La CRE devrait inciter les opérateurs à trouver d'autres moyens de financement que les tarifs (subventions européennes, BPI, etc.) ; l'innovation doit également se traduire par une innovation dans le mode de financement.
- Si le rôle et l'incitation à l'innovation sont évidents pour l'électricité, elles soulèvent davantage de questions pour le gaz. D'un côté, le secteur gazier est tout autant concerné par les enjeux énergétiques de demain à savoir l'augmentation de la production décentralisée, l'intégration des énergies renouvelables, les nouveaux usages et la réduction de l'empreinte carbone. De l'autre côté, l'un des enjeux principaux pour le secteur sera également sa compétitivité et le risque de coûts échoués. Il appartiendra donc aux opérateurs de faire des efforts de productivité supplémentaires pour permettre la prise en compte dans les tarifs d'une trajectoire de R&D&I.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ?

Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Eni ne peut que soutenir la proposition de la CRE concernant l'organisation d'une consultation auprès de l'ensemble des acteurs du secteur gazier et électrique afin de s'assurer que la R&D et les innovations répondent aux besoins du marché.

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

Au-delà de la problématique des raccordements, Eni identifie les priorités suivantes :

- Simplification des règles de marché en électricité. Certains mécanismes deviennent des barrières à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché et font également peser des risques importants sur l'activité des fournisseurs ;
- Amélioration de la qualité des données fournies par les opérateurs, notamment les données de consommation ;
- Amélioration du délai et de la qualité de traitement des réclamations. Eni constate notamment une disparité de traitement selon les régions pour la distribution d'électricité, en particulier en termes de délais.
- Concernant les délais de raccordement, les informations mises à disposition sur le portail SGE sont à ce stade insuffisantes et donnent peu de visibilité aux fournisseurs.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

Eni considère qu'il appartient à la CRE de s'assurer de la qualité de l'alimentation et de service sur l'ensemble du territoire, et de mettre en œuvre les outils adéquats pour atteindre cet objectif.

Comme indiqué à la question 31, Eni constate une disparité de traitement selon les régions et en particulier en termes de délais de réponse.

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)



Eni s'interroge sur la pertinence pour la CRE d'introduire ce type d'indicateurs.

En effet, les opérateurs de réseaux sont régulés mais sont également des acteurs du tissu économique et social français et développent déjà des politiques RSE pour répondre, notamment, aux obligations et préoccupations actuelles liées à l'environnement.

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Comme indiqué en question 1, concernant le transport de gaz, Eni considère que la CRE devrait appliquer une méthodologie de tarification identique pour les points de sortie du réseau vers le marché domestique et les points de sortie vers les marchés adjacents, conformément aux règles définies dans le code de réseau Tarif.

Eni SpA

Capitale Sociale Euro 4.005.358.876,00 i.v.
Registro imprese di Roma, Codice Fiscale 00484960588
Partita IVA 00905811006, R.E.A. Roma n. 756453
Sedi secondarie:
Via Emilia, 1 - Piazza Ezio Vanoni, 1
20097 San Donato Milanese (MI)